

Par Nicolas Mesly

La soif malade du cheik albertain

La tension monte entre les deux plus puissants lobbies albertains, celui du bœuf et celui de l'industrie du pétrole et du gaz. Dans la terre électorale du premier ministre canadien, Stephen Harper, la quantité et la qualité de l'eau soulèvent un torrent d'inquiétude.

« **H** eureusement qu'il y a le Bloc Québécois pour mettre un visage humain sur ce gouvernement. Car ici, c'est l'industrie du pétrole et du gaz qui gouverne! On devrait la nationaliser, comme vous l'avez fait avec Hydro-Québec. D'abord pour mieux répartir la richesse au lieu d'enrichir une poignée d'actionnaires, et surtout, pour protéger un bien public : notre eau! » lance Jan Slomp, directeur de la National Farmer Union.

Commentaire surprenant, provenant du cœur de l'Alberta! Attablés dans la cuisine de

l'éleveur de bœuf, trois producteurs agricoles discutent de leur opposition au projet d'exploitation d'un vieux puits de pétrole par Chameleo Exploration LTD en bordure de leur village. La compagnie entend puiser quelque 1,4 million de litres (300 000 gallons) d'eau fraîche par jour, avec l'aval du gouvernement albertain, pour l'injecter dans les entrailles de la terre et forcer le gaz naturel à faire surface. Les trois producteurs s'inquiètent de la capacité aquifère régionale à se régénérer. Car cette ponction quotidienne d'eau suffit à abreuver 20 000 vaches ou subvenir aux besoins journaliers de 3 500 Canadiens.

Toute l'eau qui irrigue le centre et le sud de l'Alberta provient du bonnet de neige qui coiffe les Rocheuses. Avec les changements climatiques, l'épaisseur de ce bonnet diminue. « Depuis soixante ans, on note une diminution de 30 % du volume des trois grandes rivières dont la Bow qui irrigue Calgary. Elles alimentent aussi le sud semi-désertique de la province où 70 % de l'eau

consommée est destinée à l'irrigation des terres agricoles », explique David Schindler, expert réputé sur les questions de l'eau et professeur d'écologie à l'Université de l'Alberta. Ce dernier prédit que si la tendance climatique se maintient, les Albertains devront s'attendre au genre de sécheresse de 1930 qui avait pulvérisé les Prairies en champs de poussière et provoqué l'exode de 250 000 personnes.

Le phénomène désastreux a surgi en 2002. L'Alberta a justement connu sa pire sécheresse depuis celle du siècle dernier. Et les éleveurs du Québec, de l'Ontario et des Maritimes, en guise de solidarité, ont envoyé un convoi de wagons de foin pour permettre aux ranchers de nourrir leurs bêtes. Un geste apprécié, mais qui reste « une goutte d'eau dans l'océan des besoins », explique Don Webster, un éleveur qui n'a pu bénéficier de cette aide ad hoc.

Selon les dernières données répertoriées en 2001 par le ministère de l'Environnement de l'Alberta, l'industrie du pétrole et du gaz n'utilise que 4,6 % de toute l'eau allouée par le gouvernement provincial. Les municipalités en utilisent plus du double (11 %). Tandis que le secteur agricole, avec 45 % des allocations, est de loin le plus assoiffé.

L'industrie du pétrole et du gaz dit avoir réduit l'utilisation d'eau de moitié dans le forage et l'exploitation de puits grâce aux progrès technologiques. Mais, contrairement aux quelque 2 millions de citoyens de Calgary et d'Edmonton et aux 6 millions de bœufs qui finissent par rejeter leurs eaux usées dans les rivières, celles pompées par l'industrie dans les profondeurs de la terre pour récupérer pétrole ou gaz ne réintègrent plus jamais le cycle naturel de l'eau.

« Où est la neige? » se demande Francis Gardner, un éleveur de bœufs biologiques qui élève ses animaux au pied des Rocheuses.

Un menaçant nuage de poussière près de la ville de Lethbridge en 1930.

En raison du manque d'eau, les spécialistes prévoient des grandes sécheresses telles que l'Alberta en a connues dans les années 30-40.

Contribution économique des deux secteurs (2005-2006)

Pétrole et gaz

- 150 compagnies
- Revenus 81,5 milliards \$
- Paiement à la province 14,3 milliards \$ (royautés, taxes, etc.)
- L'Alberta produit 68 % du pétrole et 78 % du gaz naturel canadien
- Emplois directs et indirects : 275 000

Bœuf

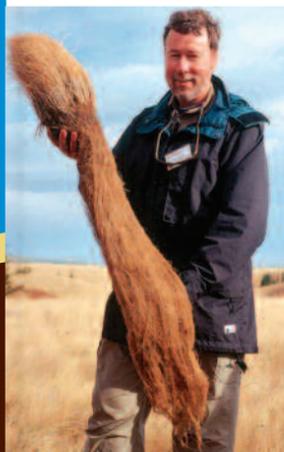
- 23 000 fermes
- 5,7 millions de bêtes (40 % du troupeau canadien)
- 1,4 milliard \$ (valeur des exportations)
- Emplois directs et indirects : 78 500 (pour tout le secteur agroalimentaire)

« Nous sommes contre l'injection d'eau fraîche dans la terre pour récupérer des hydrocarbures. L'agriculture devrait avoir priorité », explique Rich Smith de l'Alberta Beef Producers, qui regroupe 32 000 éleveurs dont 300 parcs d'engraissement. L'Alberta produit 40 % de la production canadienne de bœuf qui génère 2,6 milliards \$ de recettes à la ferme.

Devant la rareté de l'eau, le gouvernement albertain n'émet plus, depuis août 2006, de nouvelles licences d'exploitation du précieux liquide. Le but du « moratoire » : encourager la conservation. Toute nouvelle entreprise désirant s'installer ou agrandir ses installations dans le bassin versant sud de l'Alberta, qui englobe trois grandes rivières, devra se procurer un permis d'exploitation auprès d'un actuel détenteur. La mesure ouvre la vanne au premier marché de l'eau au Canada! Mais la nouvelle règle du jeu inquiète : « Aucun éleveur ne pourra concurrencer financièrement une compagnie pétrolière pour l'achat d'un permis s'il veut augmenter la taille de son élevage ou de son parc d'engraissement », ajoute M. Smith. Autre inquiétude : une fois ce marché de l'eau établi, comment contrôler son achat par les Américains?

« Sous l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), un accord négocié par le fédéral, il n'y a pas de transfert massif d'eau permis au sud de la frontière. Notre juridiction provinciale l'interdit aussi. De plus, le détenteur d'une licence doit résider en Alberta », assure Sherri-Dawn Annett, porte-parole du ministère albertain de l'Environnement.

Le développement de ce marché de l'eau s'inscrit dans la stratégie provinciale, « L'eau pour la vie », lancée en grande pompe par l'ex-premier ministre conservateur de la province, Ralph Klein. Quelque 20 000 licences pourraient potentiellement changer de main dont les plus vieilles ont été octroyées en 1894 dans le bassin sud de la rivière Saskatchewan. À ce jour, les autorités ont approuvé le transfert de 22 permis sans interférer dans le prix de la transaction qui est une affaire privée. ►



Pour Barry Adams, chercheur d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, la fétuque des plaines constitue un excellent puit de carbone.

PHOTO : BARRY ADAMS

LA BRÛLANTE QUESTION DE KYOTO

« Si le Canada souscrivait aux accords de Kyoto, cela inciterait les compagnies à réduire leurs émissions en achetant des sources de puits de carbone comme la fétuque des plaines », explique Brad Stelfox, consultant à la Southern Alberta Land Trust Society (SALTS) et auteur d'une étude très fouillée sur les futurs scénarios de développement possible de la province.

La fétuque des plaines, l'aliment par excellence des bisons, tapit tout le flanc des Rocheuses. Son feuillage hirsute retient la neige et, lors de forte pluie, brise les gouttes d'eau en infimes gouttelettes. Cela permet d'éviter le lessivage de l'eau et favorise plutôt une lente percolation dans le sol. Selon les chercheurs, la fétuque des plaines est aussi un formidable puits de carbone, sa capacité de captation de CO₂ est de 200 tm à l'hectare.

Brad Stelfox considère qu'il serait rentable à long terme de préserver des terres par le truchement de la bourse de carbone de Montréal en incitant les compagnies pétrolières et de gaz, entre autres, à acheter des crédits de CO₂ auprès des éleveurs dont les bêtes broutent de la fétuque. Toute la région sert d'un immense filtre à eau et recharge les rivières et les aquifères du sud de l'Alberta.

Car le pays du bœuf, en plus, n'a ni loi de protection du territoire agricole, ni loi pour conserver un minimum de bassins versants naturels pour protéger ses sources d'eau potable. Ce décor idyllique, où ont été tournés les films *Broke Back Mountain* et *The Edge*, est convoité à la manière du Far West par les compagnies forestières, minières et surtout pétrolières, car son sous-sol regorge d'hydrocarbures. C'est sans compter l'étalement urbain : la ville de Calgary a triplé de dimension en sept ans en raison du boom pétrolier.

Les éleveurs de la SALTS se demandent si, devant tant de pression économique, ils vont pouvoir passer les rênes de leurs ranchs à leurs enfants. Ils se demandent aussi quel avenir auront les prochaines générations du cheik albertain lorsque, dans cinquante ans, on aura extrait tel que prévu la dernière molécule de carbone du sous-sol de la province, sables bitumineux inclus.

Comme les canaris dans une mine, la présidente de la mythique Cowboy Trail, Debbie Webster, lance un cri d'alarme : « Lorsqu'il ne restera qu'une goutte d'eau dans le robinet des citoyens de Calgary, il sera trop tard! »

Selon les standards albertains, ce parc d'engraissement de 10 000 bêtes est petit. Certains en abritent 10 fois plus. Les besoins en eau pour abreuver ces troupeaux sont phénoménaux.



PHOTO : NICHOLAS MIESKY



PHOTO : PRESSE CANADIENNE

Les sables bitumineux

« Le Canada est le seul pays au monde à avoir réussi à mélanger de l'huile avec de l'eau potable! »

Le « Klondike » empoisonné de l'Alberta

Les plus grands émetteurs de gaz à effet de serre se sont donné rendez-vous au nord de l'Alberta pour y exploiter les sables bitumineux. La région, de la taille de la Floride, contient les réserves pétrolières les plus importantes après celles de l'Arabie saoudite! Et les compagnies pétrolières prévoient investir 100 milliards \$ d'ici dix ans. Le but : quintupler la production de pétrole, de 1 à 5 millions de barils par jour, pour principalement étancher la soif énergétique des consommateurs américains.

Toutefois, cette nouvelle manne en redevances et en taxes pour les coffres provincial et fédéral vient avec un coût environnemental sans précédent! Il faut remuer quatre tonnes de terre pour produire un baril de bitume. À ce jour, on a retourné en volume de sol l'équivalent des plus grands travaux de l'humanité, pyramides, muraille de Chine... pour extraire seulement 3 % de ce bitume. Et il faut de 2 à 5 barils d'eau douce chauffée

à 500 °C pour extraire un baril de pétrole de ce mélange épais comme de la mélasse. « Le Canada est le seul pays au monde à avoir réussi à mélanger de l'huile avec de l'eau potable! » soutient l'éminent Dr David Schindler. Et, selon un rapport de l'Institut Pembina, les bassins de décantation d'eau usée construits le long de la rivière Athabaska sont une soupe extrêmement toxique qui peut prendre « jusqu'à trois cents ans avant de se neutraliser », explique Mary Griffiths, un des auteurs du rapport. Les deux experts prédisent une catastrophe écologique en cas de déversement accidentel ou d'attaque terroriste! ☐

Avec le coucours de Guy Gendron, « Du sable dans l'engrenage », *Zone libre*, [Montréal], Télévision de Radio-Canada (19 janvier 2007).

Ce dossier est la première partie d'une série de trois. À venir : *En Alberta, l'eau s'enflamme!*

Cette série de reportages dans l'Ouest a été réalisée grâce à l'obtention du prix Moïse-Cossette 2005.

Les déplacements (avion, auto) pour réaliser cette série de reportages représentent 1,2 tonne d'émissions de CO₂. Pour effacer son empreinte écologique, le journaliste devrait planter 9 arbres.